

Rupert, il est notoirement illégal de trafiquer avec d'autres pays, à moins que ce ne soit sous la protection d'une licence par écrit de la Compagnie de la Baie d'Hudson; et attendu que, d'après la loi générale de la Grande-Bretagne, une transaction illégale ne peut être maintenue par une cour de justice, soit pour obliger le débiteur à payer sa créance, ou pour faire rendre compte à un agent de ce qu'il a reçu:—je donne par les présentes, avis que, dans le but de protéger l'honnête trafiquant contre des embarras et des pertes autrement inévitables, j'accorderai à chaque importateur maritime ayant fait une déclaration qu'il ne fait pas le commerce des fourrures, une licence pour les fins suivantes: "Au nom de la Compagnie de la Baie d'Hudson, je donne une licence par la présente à _____ pour trafiquer, et je ratifie également le commerce de marchandises anglaises qu'il a fait dans les limites de l'établissement de la Rivière-Rouge; cette ratification et cette licence devant être nulles dans le cas où il ferait ultérieurement le commerce des fourrures, et où il empiéterait sur quelques-uns des privilèges de la Compagnie de la Baie d'Hudson."

"Fait à Fort Garry, ce 7 Décembre 1844."

(A continuer).

JOS. TASSÉ.

SYSTEMES ET MŒURS.

Celui qui écrit ces lignes ne veut pas faire le procès des institutions républicaines, pas plus que des institutions monarchiques. Assez de gens, surtout en France, font actuellement l'un ou l'autre, suivant le drapeau sous lequel leur opinion, ou peut-être leur intérêt, les conduit.

Pour notre humble part, nous ne croyons à rien d'absolu dans la politique, ni à l'existence de dogmes en ce qui regarde la gouverne temporelle des peuples. Nous pensons, au contraire, qu'en cela, comme en bien d'autres choses de ce monde, tout est relatif, selon les temps, selon le génie et les mœurs des nations, et que l'un et l'autre système monarchique et républicain, peuvent mener au bien et au vrai, les peuples qui savent faire un choix, judicieux entre ces deux choses, bonnes en elles-mêmes; confiant, au reste, d'être en ce point d'accord avec un grand apôtre et un grand politique, celui qui conseille aux subordonnés d'obéir au gouvernement sous lequel le ciel les a fait naître.

Notre but est simplement de constater un fait qui s'impose à l'attention des moins clairvoyants: nous voulons parler de l'état de dégradation morale dans laquelle l'existence même de la République voisine semble vouloir s'abîmer. Les hautes sphères comme les classes les plus humbles de la société américaine sont en proie au vice du lucre et de la rapine.

Depuis le président, le vice-président, les sénateurs et les juges jusqu'au cabaretier de bas étage, la rage de s'enrichir sème partout la démoralisation et tend à effacer jusqu'au dernier vestige dans les esprits, les quelques notions du juste et de l'injuste qu'une éducation déiste y a semées tant bien que mal.

Le président Grant était accusé, il n'y a pas longtemps, de spéculations extrêmement véreuses. Ces accusations n'ont pas, il est vrai, été prouvées juridiquement, mais le président des Etats-Unis vaut bien au moins la femme de César et ce n'est pas trop demander de son honneur que "de n'être pas même soupçonné."

Le vice-président sortant de charge, M. Schuyler Colfax, dont la réputation avait jusqu'ici été sans tache, le vice-président nouvellement élu M. Wilson, des sénateurs qu'on pourrait peut-être compter par douzaines, viennent tout dernièrement d'être impliqués dans les honteuses manipulations du *Credit mobilier*.

Ces farouches républicains vendaient, au poids de l'or leurs votes à une compagnie financière qui voulait se rendre plus facile le vol des deniers publics.

MM. Colfax et Wilson, interrogés sous serment si rien leur avait été offert ou donné pour influencer leurs votes, jurèrent emphatiquement qu'ils n'avaient pas reçu "la valeur d'un farthing." Cette réponse mise en présence des faits sous les yeux d'un jury impartial constituerait un infâme parjure. Nous disons d'un jury impartial, par conséquent nous ne faisons pas allusion au comité d'enquête qui a été institué pour s'enquérir de cette malheureuse affaire: aux Etats-Unis, comme du reste au Canada, on sait pourquoi les commissions d'enquêtes ont été créées et mises au monde.

Pour continuer notre démonstration, des juges ont été surpris vendant leur âme et leurs arrêts. On a vu des conseils de villes, presque en bloc volant effrontément l'argent des contribuables et d'ignobles échevins s'engraisant des sueurs du pauvre.

Et qu'on ne pense pas que ce soient là des faits isolés se perdant dans l'immense population des Etats-Unis; l'*auri sacra fames* y est devenu un mal épidémique, et, pour ainsi dire, naturalisé américain. Jamais chez aucune nation, excepté peut-être chez la République romaine à l'époque de sa décadence, la soif des richesses et des jouissances qu'elles procurent n'a fait commettre autant de concussions, de malversations, de vols et d'assassinats. L'art de faire de l'argent par tous les moyens possibles,—

honnêtes ou déshonnêtes—y est passé à l'état de vertu civique, et il n'est pas de vil coquin qui n'y jouisse de la considération publique, si ses escroqueries l'ont enrichi.

Et que ceux qui croiront ce tableau chargé li ent les journaux américains.

Le *Herald* de New-York, entr'autres, disait dernièrement:

"L'état d'immoralité manifeste qui existe dans les affaires publiques de ce pays est aussi dangereux que douloureux. L'apathie du peuple en regard de cet état de choses est un symptôme alarmant, et la presse, qui doit être la sentinelle publique, semble ou endormie ou pervertie."

"Notre présent objet est de conjurer les journaux de tous les partis de mettre de côté toutes les considérations mesquines et de prendre fermement la position qui leur convient pour reprendre un fervent et durable esprit de vigilance patriotique par tout le pays. Dans notre propre Etat, les amis du Tammany n'ont-ils pas trouvé des défenseurs officieux dans la presse démocratique? Et les fraudeurs et les parjures du *Credit mobilier*, qui ont renversé dans la poussière des hommes hautement estimés auparavant, n'ont-ils pas été atténués autant que possible par la presse républicaine, simplement parce que la majorité des foudroyés sont des républicains? Quand un démocrate s'y est trouvé compris, on a vu avec quel emportement les plus violents de ceux-ci lui ont sauté à la gorge! Voyez le cas de Caldwell et celui de Pomeroy. Ces hommes ont encoré leurs partisans. Et en descendant de la politique à l'assassinat, nous trouvons encore les journaux de parti bataillant sur un cadavre."

"Et maintenant quel est le remède? Le voici: Que la presse du pays tout entier, Nord et Sud, Est et Ouest, secoue le joug qui l'enchaîne aux fautes, aux crimes et aux fraudes de tous les partis..... Nous demandons à la presse entière de se liguier pour dénoncer la corruption dans n'importe quels rangs et dans n'importe quel cercle, politique, social, républicain ou démocratique.... C'est un devoir et une nécessité. Le pays reconnaîtra-t-il la nécessité et saura-t-il remplir le devoir?"

"La presse du Nord, dit l'*Abeille*, de la Nouvelle-Orléans, paraît s'émouvoir sérieusement de la marée montante de la corruption..... Ce n'est pas tout. L'enquête sur le *Credit mobilier* nous révèle encore quel est le tarif des législatures. Quand on a voulu obtenir une charte pour le *Credit mobilier*, on a ouvert des négociations avec diverses législatures pour savoir combien coûterait un bill accordant cette charte. La législature de New-York a demandé arrogamment \$300,000; celle de New-Jersey a offert de se contenter de moitié prix, mais celle de la Pennsylvanie a déclaré qu'elle ferait l'affaire pour \$50,000, et elle a eu le job..... Ainsi, on ne se contente plus d'acheter individuellement les votes et les consciences, on traite en gros du vote des législatures, on débat les prix et on adjuge l'entrepris d'un bill au plus bas enchérisseur..... Le *Sun*, journal républicain libéral, déclare que les circonstances présentes exigent des sacrifices héroïques. Le mal est arrivé à son apogée et, si les institutions républicaines doivent être sauvées, elles ne pourront l'être que par l'union de tous les honnêtes gens en faveur de réformes radicales dans toute l'Union."

Le *Courrier des Etats-Unis*, dont nous avons emprunté la traduction des passages du *Herald* que nous avons cités, accompagnait cette traduction des réflexions suivantes:

"Ce que révèlent en ce moment les diverses enquêtes ouvertes devant le Congrès soit sur les tripotages du *Credit mobilier*, soit sur les élections sénatoriales, soit sur divers autres objets également sérieux, atteste un abaissement tel dans les mœurs politiques à tous les degrés de la hiérarchie, que le grand jour seul peut, s'il en est temps encore, apporter un remède à ces maux, en éveillant enfin les citoyens de leur inconcevable indifférence et en obtenant de l'indignation publique une révolution morale qu'il est désormais impossible d'attendre de la pudeur et de la justice."

Encore une fois, nous ne voulons pas intervenir dans le débat mortel entre les républicains et les monarchistes; mais, devant ces faits, il nous sera bien permis de poser une simple question aux fiers républicains de France, savoir, si la monarchie française, dont ils affectent de parler avec tant de mépris, a jamais offert, durant les mille et quelques années de son existence, un spectacle semblable à celui que présente de nos jours leur grand fétiche, cette jeune république qu'ils louent si fort sans savoir souvent ce qu'ils disent.

Quoiqu'un bon nombre d'observateurs sérieux soient d'opinion que les jours de la grande République sont comptés et qu'à l'instar de la République romaine, elle tombera bientôt sous le poids de sa propre grandeur corrompue, nous voulons bien espérer qu'une réaction

salutaire s'opérera et que nos voisins trouveront dans ce qu'ils appellent leurs institutions élastiques, un remède à leurs maux.

Mais, si ce remède est possible, nous nous permettrons de donner un conseil à nos amis républicains, c'est de se dépêcher de l'appliquer: il est temps:

*Sero medicina paratur
Cum mala per longas invaluere moras.*

A. B. LONGPRÉ.

UN DOUBLE RÊVE.

(Suite.)

Dès l'aurore de la magnifique journée du 30 juin, 1685, la rade de Québec offrit un aspect inaccoutumé.

Mouillée au milieu du fleuve, les voiles à demi serrées autour des vergues, la chaîne de l'ancre tendue par l'effort de la marée, la flottille française attendue des Antilles où elle avait dû se rendre avant de toucher au Canada, livrait au souffle de la brise les pavillons, les oriflammes, les banderoles de toutes formes et de toutes couleurs qui, du haut en bas de la mâture, pavoyaient chaque navire. Sur le pont les matelots allaient et venaient, les embarcations se pressaient le long du bord; des troupes de soldats formaient leurs pelotons réguliers, tandis que le soleil frappant sur leurs armes renvoyait jusqu'à terre des faisceaux de rayons et des gerbes d'éclairs. Raouques roulements des tambours, voix vibrantes des clairons, tintements du bronze des cloches, notes stridentes des fifres, cris aigus des sifflets sourdes rumeurs et bruits confus, auxquels répondirent les vivats de la population accourue au rivage ou couronnant les hauteurs qui dominent le Saint-Laurent; c'était comme un immense hosannah de voix chantant la délivrance, un superbe spectacle, et d'autant plus émouvant que ces nouveaux venus encore tout imprégnés des souvenirs de la patrie apportaient aux pauvres colons affaiblis et découragés, aide, espoir et secours. Les plis d'azur du drapeau fleur-de-lysé que le vent agitait au mat d'artimon du vaisseau amiral, étaient pour tous le symbole de la délivrance, la fin des maux présents et, pour l'avenir, le présage de la victoire de nos armes.

Dès que les embarcations se détachèrent des navires pour se diriger vers la terre, les hourras éclatèrent. Des grandes chaloupes qui accostaient au rivage s'élançaient de jeunes officiers, des groupes de soldats de belle mine, portant tous les couleurs et les élégants uniformes du régiment de Carignan. Puis aussitôt débarqués, les troupes formant la haie, le vice-roi, M. de Tracy, le nouveau gouverneur M. de Courcelles, l'Intendant royal, M. Talon, mettaient le pied à terre, pendant que sur d'autres points du rivage, une foule d'embarcations, chargées de colons, de soldats, de munitions de guerres, d'animaux, de produits et d'instruments agricoles, abordaient successivement.

Mais la joie se changea en ivresse et l'enthousiasme devint du délire, lorsqu'on entendit tout à coup retentir les éclatantes fanfares d'une musique militaire, et qu'au milieu d'un brillant état-major de cavaliers vêtus de riches costumes, l'on vit s'avancer, monté sur un cheval richement caparaonné, le vice-roi, M. de Tracy, beau vieillard, dont la tête grise faisait ressortir plus vivement encore, avec la dignité de son maintien, la verdeur de ses manières et l'énergie de son regard.

Une suite nombreuse de pages, d'officiers et de serviteurs formant une longue ligne et fermaient la marche. Les chevaux, dont on ne possédait alors qu'un seul exemplaire dans la colonie, hennissaient de plaisir et piaffaient sous les mains habiles de leurs cavaliers, tandis que le cortège, au son des cloches qui carillonnaient, des canons de la flotte et du fort Champlain qui tonnaient, avançant avec lenteur, à travers la foule, atteignait enfin l'Eglise paroissiale où les membres du clergé revêtus de leurs habits sacerdotaux, attendaient sous le porche, l'arrivée du vice-roi. Les colons contenaient à peine leurs transports et les Indiens, muets de surprise, à la vue de tant de splendeur, de pompe et d'éclat, conçurent la plus haute idée de la nation et du souverain qui envoyait au loin un représentant si fier, si généreux et si riche. Cette entrée mémorable ressemblait plutôt à la marche triomphale d'un conquérant, qu'à l'arrivée d'un gouverneur dans sa ville: on eût dit une prise de possession. C'était en effet l'inauguration d'un autre régime, car sous l'inspiration de Colbert qui, le premier, comprit l'importance des colonies pour la prospérité de la métropole, ce brusque changement d'administration fut comme le début d'un nouveau règne. Le long du cours de la rivière Richelieu, à l'endroit même où l'ancien gouverneur de Montmagny avait construit une redoute, je vis s'élever le fort Chambly; plus haut, celui de Ste. Thérèse; pendant qu'un autre tableau, me découvrant les vastes solitudes de l'Ouest, me montrait le Père Allouez, catéchisant les sauvages de la mission qu'il venait de fonder, sur les bords du lac Supérieur.

Le Saint-Laurent, l'Ottawa et leurs affluents, charriaient encore les glaces amincies que fondaient si vite les chauds rayons du soleil de mai, lorsque des bateaux, des canots de tout tonnage et de toutes formes, couvrirent leurs eaux.

Ces embarcations chargées de vivres, de munitions, montaient vers le lac Ontario, pendant qu'un corps d'armée composé de 600 réguliers, de 700 hommes de milice et de 100 indiens, s'avancait par terre dans la même direction.

Rien de saisissant comme le coup d'œil de cette expédition se frayant un passage à travers les bois épais du pays. Malgré son grand âge, 70 ans, et des douleurs rhumatismales aiguës, le vice-roi en personne, imitant l'exemple du général espagnol,